

# Les partis de droite, emmenés par Giorgia Meloni, favorisés pour les élections parlementaires du 25 septembre en Italie

Le 21 juillet 2022, le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a dissous le parlement et convoqué des élections parlementaires anticipées en Italie pour le 25 septembre prochain. Cette décision est consécutive au refus de certains partis de la coalition d'accorder la confiance au président du Conseil Mario Draghi.

## LA CRISE POLITIQUE

Officiellement, les parlementaires se sont déchirés sur le vote d'un décret-loi de 23 milliards € destiné à aider les Italiens devant la flambée des prix de l'énergie et qui accordait des pouvoirs spéciaux au maire de Rome pour construire une usine d'incinération de déchets dans le Latium.

Le texte a obtenu la majorité absolue des suffrages... mais le Mouvement 5 étoiles (M5S), opposé à cette mesure qu'il considérait comme une « provocation », a pris appui sur elle pour provoquer une crise gouvernementale en décidant de ne pas participer au vote de confiance.

Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) (2011-2019), dirige depuis février 2021 un gouvernement d'union nationale rassemblant des partis de droite (La Ligue (Lega), Forza Italia (FI)) et de gauche (Parti démocrate (PD), Libres et égaux), ainsi que le M5S. Seul Fratelli d'Italia (FdI) n'y participe pas.

Le gouvernement est uni autour de la nécessité de gérer au mieux la somme de 209 milliards € (dont 69 milliards de subventions et 122 milliards de prêts) allouée à l'Italie par l'Union européenne dans le contexte de la crise sanitaire et destinés à la relance du pays *via* le plan NextGenerationEU.

Les élections parlementaires étaient initialement prévues pour février 2023.

Le M5S, arrivé en tête lors des élections parlementaires du 4 mars 2018, est désormais très affaibli. A l'origine, il comptait 227 députés et 111 sénateurs ; 5 ans plus tard, il n'en comprend plus que 105 et 62. Le parti a choisi de déclencher une crise politique et de faire de Mario Draghi un bouc émissaire dans le but de se repositionner en force d'opposition et de récupérer des électeurs lors des élections à venir. Giuseppe Conte n'était certainement pas mécontent de se venger de son successeur au Palais Chigi, résidence du président du Conseil italien. Le M5S espérait pouvoir monter en puissance après ce coup alors que la Ligue et Forza Italia pensaient, en lui emboîtant le pas, pouvoir profiter de la nouvelle loi électorale pour s'affirmer auprès de Fratelli d'Italia (FdI). Silvio Berlusconi (FI) et Matteo Salvini (Lega) ont annoncé refuser de soutenir un gouvernement dans lequel le M5S ferait parti appelant ainsi, sans l'exprimer clairement, à l'organisation de nouvelles élections.

Giuseppe Conte a donc fait un cadeau inespéré à la Ligue et à Forza Italia qui ont pu faire tomber le gouvernement sans avoir à en assumer la responsabilité. Car il faut savoir que Mario Draghi bénéficie d'une popularité très élevée au sein de la population. Les enquêtes d'opinion indiquent que les Italiens n'approuvent pas la chute du gouvernement. Ils tiennent la Ligue et le M5S pour responsables de l'événement. Ce dernier parti a justifié sa position contre le gouvernement de Mario Draghi en déclarant que ses priorités (instauration d'un salaire

minimum et mise en place d'incitations fiscales pour la rénovation énergétique des habitations) n'avaient pas été prises en compte mais, pour les analystes politiques, le parti a surtout, par sa position, tenté de jouer la carte de l'opposition à Mario Draghi afin de reconquérir son électorat.

Le 14 juillet, le président du Conseil a donc présenté sa démission au président Mattarella qui l'a refusée et qui lui a proposé de faire une communication aux deux chambres du parlement le 20 juillet. Le chef du gouvernement a déclaré qu'il resterait à son poste tant qu'il pourrait bénéficier du soutien des principaux partis politiques et à condition que les partis de la coalition rentrent dans le rang et qu'ils s'accordent autour d'un pacte de gouvernement mis en péril la semaine précédente par la défection du M5S. « *L'unique solution si nous voulons encore rester ensemble est de reconstruire ce pacte avec courage, altruisme et crédibilité* » a souligné Mario Draghi. « *Le mérite des résultats que nous avons obtenus vous revient. Ceux-ci sont la conséquence de votre volonté de mettre de côté vos différences et de travailler pour le bien du pays. L'Italie est forte quand elle sait être unie* » a-t-il affirmé. Néanmoins, le gouvernement sortant n'a obtenu que 95 suffrages, contre 38, mais la majorité d'entre eux se sont abstenus, dont les membres du 5S, de la Ligue et de Forza Italia. « *Le pacte de confiance qui soutenait l'action du gouvernement a été rompu. Le Pacte d'unité nationale (nom de l'alliance scellée par Mario Draghi en février 2021 pour sortir l'Italie de la crise économique et sanitaire qu'elle traversait) n'existe plus* » a déploré le président du Conseil.

L'offensive contre Mario Draghi avait commencé plusieurs semaines auparavant lorsque le M5S et la Ligue, se déclarant favorables au règlement de la guerre en Ukraine par la voie diplomatique, se sont élevés contre l'envoi d'armes à Kiev.

### UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE BRÈVE

Le mode de scrutin mixte (à la fois proportionnel et majoritaire) favorise les grandes coalitions électorales, et notamment celle rassemblant les partis de droite. L'institut d'opinion Cattaneo a estimé à 70% le nombre de circonscriptions où la droite possède un avantage.

Le scénario d'un « camp Mario Draghi » affrontant ceux qui ont fait chuter le président du Conseil, semble avoir vécu. « *Pour la gauche, c'est la seule stratégie possible pour espérer gagner les élections, alors que les déclarations d'intention de vote la donnent à près de 13 points derrière la droite, et encore si on lui adjoint les partis centristes* » a souligné Nando Pagnoncelli, directeur de l'institut Ipsos en Italie, ajoutant « *Que feront les électeurs traditionnels de la droite qui avaient une image très positive de Mario Draghi ? C'est la vraie question* ». Enfin, l'implosion du M5S devrait changer la donne et signer la fin du système tripartite qui a dominé l'Italie ces dix dernières années.

Les forces de droite, emmenées par Fratelli d'Italia, dirigé par Giorgia Meloni qui pourrait devenir la première femme présidente du Conseil, disposent, selon les sondages, d'une nette avance. Considérées comme la figure de l'opposition, la question est donc moins qui va remporter les élections du 25 septembre que l'ampleur de la victoire des forces de droite ? Celles-ci disposeront-elles de la majorité absolue ? Quel sera l'équilibre entre les différents partis qui la composent ?

A gauche, Enrico Letta est à la tête d'un parti divisé, entre son aile sociale-démocrate et un pôle de gauche plus radical. « *Ma voix est celle du seul parti qui n'a pas le nom de son leader dans son symbole. Je revendique ce choix car un parti est une communauté, pas un leader* » a-t-il déclaré. La phrase est juste mais le dirigeant démocrate pâtit néanmoins du fait de ne pas avoir pu étendre son leadership en formant une large coalition avec certains partis du centre. Par ailleurs, l'absence d'accord entre le Parti démocrate et le M5S affaiblit encore le camp des forces de gauche.

Selon la dernière enquête d'opinion publiée le 20 août, Fratelli d'Italia arriverait en tête des élections parlementaires avec 25% des suffrages. La Ligue en recueillerait 12,5% et Forza Italia, 7,5%. Au total, les forces de droite obtiendraient donc 47,5% des voix.

Le Parti démocrate arriverait en seconde position avec 20,5% des suffrages mais la coalition des forces de gauche (qui rassemble Europa + (EU +) d'Emma Bonino, Engagement civique (IC) de Luigi Di Maio et

l'Alliance verts et gauche (AVS)), n'obtiendrait que 25,5%.

Le M5S obtiendrait 12,5% des suffrages.

Enfin, la coalition centriste formée par Azione et Italia Viva recueillerait 7,5% des voix.

### ENRICO LETTA ÉCHOUÉ À FORMER L'UNION LA PLUS LARGE

« La chute du gouvernement Mario Draghi est un suicide collectif. Le pays est à un carrefour : soit nous gagnons, soit c'est l'extrême droite de Giorgia Meloni qui l'emporte » répète Enrico Letta. Pour l'emporter, le dirigeant du Parti démocrate a beaucoup œuvré pour construire une large alliance rassemblant les démocrates et les progressistes. La rupture avec le M5S de Giuseppe Conte, considéré par le leader démocrate comme le premier responsable de la chute du gouvernement Mario Draghi, semble définitive et irréversible.

« La loi électorale, qui est la pire de l'histoire, nous oblige à être unis. Il est de mon devoir de tout faire, parce que je sais ce qu'est la droite de Giorgia Meloni et de Matteo Salvini et que s'ils l'emportaient, le gouvernement italien modifierait son axe en Europe pour s'aligner sur la Pologne et la Hongrie. » a déclaré Enrico Letta, ajoutant que le refus des partis centristes de s'allier avec le Parti démocrate « serait un cadeau fait à Giorgia Meloni ».

Cependant, le dirigeant du Parti démocrate a échoué à mettre en place l'accord électoral qu'il appelait de ses vœux et qui devait rassembler des personnalités allant de la gauche radicale à la droite berlusconienne ralliée à Mario Draghi en passant par les centristes et des transfuges du M5S. L'implosion de ce dernier parti et l'échec de l'union avec les « petits » partis affaiblissent sans aucun doute les forces de gauche.

Enrico Letta, ancien président du Conseil (2013-2014), peut s'appuyer sur le soutien d'Engagement civique (IC), parti créé par Luigi Di Maio, ancien dirigeant du M5S (2017-2020) et ministre sortant des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, qui s'est allié au Centre démocrate (CD) au sein d'Ensemble pour le futur (IF) pour les élections.

Luigi Di Maio a quitté son parti le 21 juin dernier en raison de l'absence de soutien à l'Ukraine. « Assez

d'ambiguïtés. Face à la barbarie de Vladimir Poutine, nous ne pouvons pas montrer d'hésitation » a-t-il déclaré. 60 élus l'ont suivi. Il espère attirer les électeurs qui avaient voté pour le M5S lors du scrutin de mars 2018 et qui, selon les enquêtes d'opinion, étaient opposés à la chute du gouvernement de Mario Draghi.

« Le Parti démocrate va devoir faire mentir les enquêtes d'opinion qui le donnent déjà comme le grand perdant des élections. Il se présente devant les électeurs comme la seule force fidèle à Mario Draghi dont il reprend le programme réformateur mais il va devoir compter avec le traditionnel éparpillement des forces de gauche. L'absence d'un leader fort et charismatique peut, dans ce contexte, s'avérer un avantage » a souligné Massimiliano Panarari, politologue de l'université Mercatorum de Rome.

Si le Parti démocrate parvient à élaborer et diffuser un message clair et efficace sur des sujets essentiels comme l'emploi et l'environnement et s'il ne se contente pas de dénoncer le danger que constituerait une victoire des forces de droite, alors la gauche peut espérer attirer le 25 septembre prochain des électeurs du M5S, qui, à quatre semaines du scrutin, semble en grande perte de vitesse.

Le parti démocrate et ses alliés se présentent comme un pôle ouvert à la société civile et à tous ceux qui croient dans la Constitution et à la vraie transition écologique avec un programme fondé sur trois axes : le travail et la justice sociale, les droits civils et le développement durable. Il promet de travailler sur la réduction des inégalités sociales (bonus pour la revalorisation énergétique des maisons, croissance du PIB à hauteur de 6,6%), de lutter contre la corruption et de combattre l'appauvrissement de la population et de réduire les impôts.

La coalition du Parti démocrate ne part pas favorite mais les formations de gauche peuvent compter sur leurs fiefs que sont les plus grandes villes (Rome, Milan, Turin, Gênes, Bologne, Florence et Naples) et une partie de l'ancienne zone rouge de l'Italie, soit l'Emilie-Romagne et la Toscane. « C'est nous ou Fratelli d'Italia » répète Enrico Letta qui n'a qu'un seul adversaire, la coalition emmenée par Giorgia Meloni, et qui a pour objectif de faire du Parti démocrate le premier parti d'Italie au soir du 25 septembre.

**AVANTAGE AUX FORCES DE DROITE**

Seuls des partis italiens à avoir refusé de participer au gouvernement d'unité nationale conduit par Mario Draghi et, au-delà, à avoir choisi le camp de l'opposition lors des trois derniers gouvernements, Fratelli d'Italia fait désormais la course en tête dans les enquêtes d'opinion pour les élections du 25 septembre, talonné par le parti d'Enrico Letta. Sa dirigeante, Giorgia Meloni, revendique la place de leader de l'opposition. Elle a néanmoins impérativement besoin du soutien de ses alliés, La Ligue et Forza Italia. Les 3 partis bataillent sur le nom du prochain président du Conseil en cas de victoire. « *Le parti qui recueillera le plus grand nombre de suffrages décidera qui prendra les rênes du pays pour les cinq années à venir* » a déclaré Matteo Salvini sur la chaîne de télévision *Canale 5*. Cependant, Giorgia Meloni, qui compte bien devenir la première femme à diriger l'Italie, a souligné qu'aucune alliance ne pouvait être conclue sans accord sur la personne qui prendra la tête du gouvernement. « *Si nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur le nom du candidat de droite à la présidence du Conseil, se présenter ensemble n'aurait pas de sens* » a-t-elle affirmé.

« *Depuis plusieurs jours, je lis dans la presse internationale des articles sur les prochaines élections qui donneront à l'Italie un nouveau gouvernement, dans lequel je suis décrite comme un danger pour la démocratie, pour la stabilité italienne, européenne et internationale* » a déclaré Giorgia Meloni qui réfute totalement ce genre de propos : « *Il y a plusieurs décennies que la droite italienne a relégué le fascisme à l'histoire, en condamnant sans ambiguïté la privation de démocratie et les infâmes lois antijuives* » indique celle qui affirme à l'attention de Enrico Letta : « *Nous n'accepterons pas de leçons venant de quelqu'un qui se présente comme le défenseur de l'atlantisme et qui s'allie avec la gauche radicale nostalgique de l'URSS* ». Fratelli d'Italia, dont le nom est formé par les premières paroles de l'hymne italien, est un parti nationaliste, conservateur et eurosceptique qui défend des positions très fermes sur l'immigration. Il a succédé au Mouvement social (MSI), parti néofasciste fondé en 1946, et de l'Alliance nationale (AN), formation

d'extrême droite de Gianfranco Fini (qui a également dirigé le Mouvement social). Fratelli d'Italia n'a participé à aucun gouvernement depuis sa création en 2012. « *Le parti peut donc attirer les électeurs qui se déclarent méfiants à l'égard de la politique* » explique Marc Lazar, historien et sociologue à Sciences Po. Le parti est conservateur, il défend la famille traditionnelle, constituée autour d'un homme et d'une femme ; il possède des positions fermes sur l'immigration - Giorgia Meloni promet de faire cesser les arrivées de migrants en provenance de Libye sur l'île de Lampedusa - et la menace d'une « islamisation » de l'Italie - Giorgia Meloni veut promouvoir « *les racines historiques et culturelles classiques et judéo-chrétiennes de l'Europe et de son identité* ». « *Je suis Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne et vous ne pourrez jamais retirer aucun de ces éléments de mon identité* » aime à répéter Giorgia Meloni dans ses meetings. Elle a adopté comme slogan *Dieu, famille, patrie*.

Fratelli d'Italia fait tout pour séduire les électeurs de la droite dure mais aussi les sympathisants d'une droite plus modérée. « *Fratelli d'Italia veut bâtir un avenir fondé sur le travail, la famille et notre identité. Des valeurs que nous devons défendre contre les attaques de la gauche* » indique Giorgia Meloni. Ainsi, elle veut mettre fin au revenu de citoyenneté. « *Nous croyons qu'un Etat juste ne doit pas mettre sur le même plan ceux qui peuvent travailler et ce qui ne le peuvent pas. Il faut un outil de protection pour ceux qui ne peuvent travailler : les plus de 60 ans, les handicapés, les familles sans revenus qui ont des mineurs à charge. Pour les autres, en revanche, ce qu'il faut, c'est une formation et les outils nécessaires à l'incitation à l'embauche* » a-t-elle déclaré.

Fratelli d'Italia est souvent qualifié de formation eurosceptique mais personne ne croit qu'un gouvernement dirigé par Giorgia Meloni renoncerait aux 209 milliards € du plan de relance de l'Union européenne en faveur de l'Italie. Le parti populiste réclame une révision des traités européens, la création d'une confédération d'Etats souverains en lieu et place de l'Union européenne et plaide pour la prééminence du droit national sur le droit européen. Le parti, qui a pour slogan *Moins d'Europe mais une meilleure Europe*,

n'est pas partisan du retrait de l'Italie de la zone euro mais demande une réforme radicale de la BCE !

Le programme de la coalition de droite, intitulé *Pour l'Italie*, se déploie autour de 15 points comme l'institution d'un système présidentiel pour l'Italie (le présidentielisme « *est le système qui s'impose dans un Etat comme le nôtre, qui est politiquement fragile et donc instable* » a déclaré Giorgia Meloni), une plus grande fermeté dans le traitement de l'immigration, d'importantes baisses d'impôts ainsi que l'établissement d'une *flat tax* (impôt à taux unique pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les entreprises). Les 3 partis de droite ne sont toutefois pas d'accord sur le taux, la Ligue étant favorable à un taux de 15% et Forza Italia de 23%. La coalition de droite prévoit également de remplacer le revenu de citoyenneté par des « *mesures plus efficaces* ». Depuis mars 2019, les résidents italiens peuvent en effet sous certaines conditions solliciter un revenu de citoyenneté (*reddito di cittadinanza*), d'un montant compris entre 480 et 9 360 € par an, destiné à lutter contre la pauvreté et à favoriser l'insertion sur le marché du travail. Ce revenu peut être accordé pendant 18 mois consécutifs. 3 ans et demi plus tard, il profite à plus d'un million de familles.

Enfin, on notera que si La Ligue et Forza Italia ont à plusieurs reprises affiché leur sympathie à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine, Giorgia Meloni a toujours été claire sur son soutien à l'Alliance atlantique. Elle a condamné fermement l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine. « *L'Italie est partie intégrante de l'Europe, de l'Alliance atlantique et de l'Occident. Le pays respectera ses engagements vis-à-vis de l'OTAN et il soutient l'Ukraine face à l'invasion de la Russie* » peut-on lire dans le programme de la coalition de droite.

En dépit de la compétition entre Giorgia Meloni et Matteo Salvini pour le poste de président du Conseil, malgré l'opposition idéologique marquée entre Forza Italia et ses deux alliés autour du souverainisme et, enfin, du désaccord entre Fratelli d'Italia et ses partenaires sur la question de la guerre en Ukraine, la coalition de droite possède l'avantage sur l'opposition

de gauche. « *Nous sommes prêts. Cette nation a un besoin désespéré de recouvrer sa conscience sa fierté et sa liberté* » répète Giorgia Meloni.

### LES PARTIS DU CENTRE ONT-ILS UNE CHANCE ?

Carlo Calenda, dirigeant d'Azione (Az), et Matteo Renzi, leader d'Italia Viva (IV), ont choisi de refuser de faire alliance avec Enrico Letta et ils ont formé un troisième pôle, positionné au centre de l'échiquier politique. Les deux hommes reprochent au dirigeant du Parti démocrate de ne pas avoir su choisir entre la social-démocratie et la gauche radicale (représentée par exemple par Europa verde et l'Alliance verts et gauche (AVS), qui rassemble des partis écologistes et de gauche, qualifiée de populiste par Matteo Renzi, ancien Président du Conseil (2014-2016)).

Carlo Calenda et Matteo Renzi se montrent confiants quant à la possibilité de trouver une place sur la scène politique italienne et ont pour objectif d'atteindre entre 15% et 20% des suffrages le 25 septembre. « *Nous convainçons les Italiens que, face à un tel niveau de dégradation du pays, la seule possibilité pour le sauver est celle d'appliquer la méthode Draghi* » répète Matteo Renzi. « *Aller de l'avant avec l'agenda Mario Draghi, avec la méthode de Mario Draghi et, si possible, avec Mario Draghi comme président du Conseil* », voici ce qui figure au cœur du programme du pôle centriste, dont le slogan est *Continuité*. « *Je pense que si nous réussissons à obtenir un bon résultat à la proportionnelle, la route du parlement s'ouvrira pour faire revenir Mario Draghi au poste de président du Conseil. Si la droite l'emporte, ce n'est pas la Constitution qui est en danger mais les caisses de l'Etat. La flat tax serait une folie* » a déclaré le dirigeant d'Italia Viva.

Réformateur, libéral et pro-européen, le pôle centriste se voit en faiseur de rois au soir du 25 septembre. « *En quittant le Parti démocrate et en allant seul aux prochaines élections, Carlo Calenda espère mordre sur l'électorat de droite en attirant les voix des électeurs modérés de la Ligue et de Forza Italia, qui ne veulent pas rester dans une alliance avec les nationalistes de Fratelli d'Italia.*

*Un pari qui, s'il réussit, peut changer la donne* » a déclaré Luca Tomini, professeur de science politique à l'université libre de Bruxelles, ajoutant « *Si les électeurs se déplacent vers le centre, la coalition de droite s'affaiblit ; à l'inverse, si cela ne marche pas, la droite l'emportera avec les deux tiers des sièges au Parlement* ».

« *Je ne pense pas qu'il y ait un risque de gouvernement fasciste si Giorgia Meloni gagne. Je crois cependant qu'il existe un risque d'isolement total de l'Italie des grands pays européens et le manque d'expérience administrative et internationale de Fratelli d'Italia constituera une menace. Avec un gouvernement dirigé par Giorgia Meloni, nous n'aurons pas le fascisme mais le chaos* » a mis en garde Carlo Calenda.

### **LE MOUVEMENT CINQ ÉTOILES VA-T-IL DISPARAÎTRE ?**

Le M5S se présente comme un pôle alternatif aux forces de droite et du centre. Son programme est fondé sur la justice sociale et la réduction des inégalités sociales. Le parti veut augmenter le salaire minimum (à 9 € de l'heure), lutter contre la corruption et accélérer la transition écologique. Il souhaite également réduire la durée du temps de travail et il prône la semaine de 36 heures sans perte de salaire par rapport aux 40 heures actuelles. Il propose d'accorder la citoyenneté italienne aux personnes arrivées dans le pays avant l'âge de 12 ans ou à celles nées de parents étrangers qui ont accompli un cycle d'études complet en Italie.

Son dirigeant, Giuseppe Conte, ancien président du Conseil (2018-2021), dénonce « *les fausses alliances et les mariages de convenance* ». « *Nous préférons le sérieux et, par conséquent, nous sommes de l'autre côté de ces manigances, soit du bon côté* » a-t-il déclaré. Cependant, le M5S est en perte de vitesse dans les enquêtes d'opinion et elle est très affectée par les départs. Ces derniers jours, deux personnalités ont quitté le parti : Davide Crippa, ancien président du groupe à la Chambre des députés, et Federico d'Inca, ministre sortant des Relations avec le parlement. Tous deux étaient en désaccord avec la décision du M5S de retirer son soutien au président du Conseil, Mario Draghi, en juillet dernier.

### **LE SYSTÈME POLITIQUE ITALIEN**

Le parlement italien possède deux chambres élues pour une durée de 5 ans. Le système électoral en vigueur dans le pays est appelé *Rosatellum*. Depuis 2020, la Chambre des députés compte 400 députés et le Sénat 200. Dans les deux chambres, les parlementaires sont élus selon un système mixte : trois huitièmes des élus (soit 147 députés et 74 sénateurs) sont désignés au scrutin majoritaire et cinq huitièmes (245 députés et 122 sénateurs) au scrutin proportionnel. Les Italiens résidant à l'étranger désignent 8 députés et 4 sénateurs selon un système proportionnel spécifique (qui permet le vote préférentiel).

Les partis politiques italiens non représentés au parlement doivent impérativement recueillir entre 1 500 et 4 000 signatures d'électeurs résidant dans une circonscription (300 au Val d'Aoste) pour pouvoir se présenter aux élections parlementaires dans cette même circonscription. Les candidats à la fonction de député doivent être âgés d'au moins 25 ans et les prétendants à la Chambre haute doivent avoir au moins 40 ans. Par ailleurs, si les Italiens de 18 ans et plus peuvent désigner leurs députés, seuls ceux âgés de 25 ans et plus sont autorisés à élire les membres du Sénat.

Les sièges sont répartis selon la méthode de Hare. Le seuil pour obtenir un élu au scrutin proportionnel est fixé à 3% au parlement (10% pour une coalition de partis).

Les principaux partis politiques, actuellement représentés à la Chambre des députés, sont :

- Le Mouvement cinq étoiles (M5S), parti populiste fondé le 4 octobre 2009 par Beppe Grillo et Gianroberto Casaleggio et conduit par Giuseppe Conte, possède 112 élus ;
- La Ligue (Lega), parti populiste de droite radicale créé en 1989 par Umberto Bossi et dirigé par Matteo Salvini, possède 59 élus ;
- Forza Italia (FI), parti de centre droit créé par l'ancien président du Conseil (1994-1995, 2001-2006 et 2008-2011) Silvio Berlusconi qui la dirige toujours à 86 ans, compte 57 députés ;

- Le Parti démocrate (PD), parti fondé par Walter Veltroni en avril 2007 à partir des Démocrates de gauche (DS) et de La Margherita. Dirigé par Enrico Letta, il compte 52 députés ;
- Fratelli d'Italia (FdI), parti populiste d'extrême droite fondé le 21 décembre 2012 et issu d'une scission du Parti du peuple de la liberté et de l'Alliance nationale (AN). Conduit par Giorgia Meloni, il compte 18 députés ;
- Libres et égaux 14 sièges

#### Rappel des résultats des élections parlementaires du 4 mars 2018 en Italie

Participation : 73,01%

#### Chambre des députés

	Parti	Total sièges
Coalition de droite	Ligue (Lega)	73
	Forza Italia (FI)	59
	Fratelli d'Italia (FdI)	19
	Candidats uninominaux	111
Mouvement 5 étoiles (M5S)		133
	Candidats uninominaux	92
Coalition de gauche	Parti démocrate (PD)	85
	SVP - PATT	2
	Candidats uninominaux	28
Libres et égaux (LeU)		14

Source : [Ministère de l'Intérieur](#)

#### Sénat

	Parti	Total sièges
Coalition de droite	Ligue (Lega)	37
	Forza Italia (FI)	33
	Fratelli d'Italia (FdI)	7
	Candidats uninominaux	58
Mouvement 5 étoiles (M5S)		67
	Candidats uninominaux	44
Coalition de gauche	Parti démocrate (PD)	43
	SVP - PATT	1
	Candidats uninominaux	13
Libres et égaux (LeU)		4

Source : [Ministère de l'Intérieur](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.